

Appel à l'action des Présidents des Régions, Gouverneurs, Maires et Leaders des collectivités territoriales d'Afrique pour un soutien et un financement accrus de l'adaptation au changement climatique

11 décembre 2023

Nous, soussignés, présidents des régions, gouverneurs, maires et responsables de collectivités territoriales d'Afrique, enregistrons avec satisfaction l'implication des collectivités Locales et Régionales dans le processus de la COP28 et lançons un appel urgent en ce dernier jour de la COP28, pour que la communauté internationale reconnaisse l'urgence de la crise climatique et s'engage à renforcer le soutien et le financement de l'adaptation.

Nous sommes unis dans notre engagement à répondre à la préoccupation critique et partagée de l'escalade des impacts du changement climatique sur nos villes et nos communautés, en reconnaissant les impératifs clés suivants :

Le rôle essentiel des villes en Afrique. Nous reconnaissons l'importance de l'urbanisation en cours dans notre continent, et le rôle de nos villes dans l'action climatique. En tant que Présidents des Régions, Gouverneurs, maires et dirigeants représentant la sphère infranationale de la gouvernance de nos États, nous sommes en première ligne dans la lutte quotidienne contre les effets du changement climatique. Avec environ 4,4 %, l'Afrique a le taux d'urbanisation le plus rapide au monde. La part de la population urbaine dans la population totale du continent se situe actuellement autour de 40 % et d'ici 2050, le nombre de résidents urbains aura doublé. En outre, environ 60 % de la population urbaine d'Afrique vit aujourd'hui dans des quartiers informels à faibles revenus, où elle est plus vulnérable aux multiples risques climatiques tels que les précipitations extrêmes, les inondations, les maladies transmises par l'eau et les vecteurs, les chaleurs extrêmes, les incendies et la rareté de l'eau.

Le changement climatique menace le développement urbain en Afrique. Nos villes subissent déjà les dures conséquences du changement climatique. Le phénomène El Niño actuel exacerbe ces défis, faisant peser des menaces immédiates sur nos communautés, nos économies et nos écosystèmes. La semaine dernière, plus de 5 500 personnes ont été déplacées à la suite d'inondations et de glissements de terrain dans le nord de la Tanzanie. Une évaluation de la vulnérabilité des villes d'Alexandrie, de Rasheed (Rosetta) et de Port Saïd a révélé que l'élévation du niveau de la mer de 0,5 m pourrait conduire plus de 2 millions de personnes à abandonner leur logement, 214 000 emplois à disparaître et plus de 35 milliards de dollars de perte de valeur immobilière et de revenus touristiques d'ici à 2050. Sans adaptation, les dommages causés par l'élévation du niveau de la mer et les événements extrêmes liés à cette élévation du niveau de la mer dans 12 grandes villes côtières d'Afrique, devraient se situer entre 65 et 86,5 milliards de dollars d'ici à 2050, suivant les scénarios d'émissions moyennes et élevées.

Naviguer sur les risques climatiques en adoptant des solutions d'adaptation. Bien que les projections du changement climatique futur soient décourageantes, nous sommes conscients de l'existence de solutions d'adaptation viables. Les processus de planification menés au niveau local, comme ceux conduits à Mukuru, à Nairobi, au Kenya, ont permis de surmonter les difficultés

rencontrées par le recours aux processus centralisés de planification. Des villes comme Dakar et Accra ont développé des stratégies de résilience pour rassembler les efforts des particuliers, des ménages et du gouvernement. Mais le chaînon manquant réside dans le financement nécessaire à la mise à l'échelle et à l'accélération de ces solutions.

Le financement de la lutte contre le changement climatique est essentiel pour mettre en œuvre des programmes efficaces à grande échelle. Nous saluons des initiatives telles que le Programme d'accélération de l'adaptation en Afrique, qui a déjà intégré des solutions d'adaptation dans plus de 8 milliards de dollars d'investissements de banques de développement multinationales telles que la Banque africaine de développement et la Banque mondiale. CGLU Afrique, par l'intermédiaire de son Académie des collectivités territoriales, partage les expériences et bonnes pratiques en matière de méthodologie d'autonomisation, de formation et de renforcement des capacités dans le domaine de l'action climatique. Cependant, l'ampleur du défi exige un soutien, des ressources et une action collaborative accrus.

Un objectif mondial sur l'adaptation lors de la COP28 peut servir de cadre à davantage d'actions. Depuis que l'Accord de Paris a convenu d'établir un objectif mondial sur l'adaptation, la communauté internationale n'a pas réussi à tenir cette promesse. La conclusion du programme de travail de Glasgow-Sharm El Sheikh offre le plus grand progrès à ce jour pour convenir d'un cadre global par rapport auquel nous pouvons collectivement suivre les progrès pour améliorer la capacité d'adaptation, renforcer la résilience et réduire la vulnérabilité au changement climatique. Les négociations sur ce volet crucial de la COP28, nécessaires si nous voulons remédier à l'absence d'adaptation exposée dans le bilan mondial, n'ont pas progressé assez rapidement. Les communautés du monde entier seront menacées s'il n'y a pas d'accord. Nos 112 millions d'habitants des quartiers pauvres des 12 pays inclus dans le programme pilote de l'initiative de Renforcement de la Résilience Climatique des Populations Urbaines Pauvres (*Building Climate Resilience for the Urban Poor, BCRUP*) sont particulièrement vulnérables. Nous appelons la communauté internationale à soutenir le leadership africain pour relever les défis uniques auxquels nos villes sont confrontées.

Nous devons doubler le financement de l'adaptation. Exprimant notre inquiétude face à la baisse du financement public de l'adaptation pour les pays en développement en 2021, détaillée dans le dernier rapport des Nations Unies sur le déficit d'adaptation, nous appelons à un renversement immédiat de cette tendance. Nous demandons à la communauté internationale d'honorer son engagement de doubler le financement de l'adaptation d'ici 2025. Cet engagement ne représente que la première étape d'un effort de transformation plus large visant à donner à nos communautés et à nos villes les moyens de prospérer à l'ère du changement climatique. Les progrès bienvenus dans la mise en place d'un fonds pour les pertes et dommages ne doivent pas éclipser la nécessité de minimiser les dommages causés par le changement climatique. Cela nécessite une transition juste vers une économie résiliente et durable, avec des communautés soutenues pour se préparer aux impacts climatiques inévitables.

Dans l'unité, nous, les présidents des régions, gouverneurs, maires et dirigeants soussignés, nous engageons à :

- Plaider : Plaider vigoureusement en faveur d'un soutien et d'un financement internationaux accrus pour l'adaptation au changement climatique.
- Mettre en œuvre : Donner la priorité et mettre en œuvre des solutions d'adaptation innovantes dans nos villes.
- Collaborer : Collaborer avec nos communautés au-delà des frontières, partager les connaissances et favoriser les partenariats pour une résilience mutuelle.

Il s'agit de notre responsabilité partagée, de notre appel collectif à l'action. Alors que nous sommes unis face à ce défi mondial, pour le bien-être de nos villes, de nos populations et des générations à venir, nous espérons que nos homologues de par le monde se tiendront à nos côtés.

Mme. Fatimetou Abdel Malick	Mme Rohey Malick Lowe	M. Peter Anyang Nyong'o	Mme. Gladys Atieno Nyasuna	M. Oumar Ba	M. Wild Ndipo	M. Dieudonné Bentsimba
Président de la région de Nouakchott, Mauritanie	Maire de Banjul, Bangui et Présidente du Réseau africain des femmes élues locales (REFELA)	Gouverneur du comté de Kisumu, Kenya	Gouverneur du comté de Homa Bay, Kenya	Président de l'Association des Maires du Sénégal et du Conseil des Autorités Locales de l'UEMOA	Président de l'Association des autorités locales du Malawi	Président de l'Association des Maires du Congo-Brazzaville
M. Amogou Atiode Sita	M. Ntemoyok Mewanu Gregory	M. Ouhou Dodo Abdou	M. Adebayo Dinan	M. Mounir Lymouri	M. Hormatallah ERRAGHEB	M. Gbedjekan Dieudonné
Maire de Tchamba 2, Togo	Maire de la ville de Kumba, Cameroun	Président de l'Association des Maires du Niger	Maire de la ville de Pobé, Bénin	Président de l'Association Marocaine des Présidents des Conseils Communaux	Maire de la ville de Dakhla, Maroc	Maire de la ville de Klouekanme, Bénin
M. Barthélémy Dias	M. Samuel Oe-Amseb	M. Émile-Gros Raymond Nakombo	M. Manuel de Araujo	Mme MARIATOU KONE	M. MOULOT JEAN LOUIS	M. KRAMO KOUASSI
Maire de la ville de Dakar, Sénégal	Président de l'Association des autorités locales de Namibie	Président de l'Association des Maires de la République Centrafricaine	Maire de la ville de Quelimané, Mozambique	Maire de BOUNDIALI, Côte d'Ivoire	Maire de GRAND BASSAM, Côte d'Ivoire	Maire de BOCANDA Côte d'Ivoire
M. EHOUE JACQUES	M. AMADOU KONE	M. TANOH ISAAC	M. DONWAHI LAURE	M. DIOMANDE INZA	M. JEAN MARC YACE	Mme ACHI FLORENCE

Maire de PLATEAU, Côte d'Ivoire	Maire de BOUAKE, Côte d'Ivoire	Maire de TRANSUA, Côte d'Ivoire	Maire de MAYO, Côte d'Ivoire	Maire de DUALLA, Côte d'Ivoire	Maire de COCODY, Côte d'Ivoire	Maire d'ADZOPÉ, Côte d'Ivoire
M. ALI SISSOKO,	M. ACHI PATRICK	M. Ram Joseph KAFANDO	M. DJIBRIL OUBANDAW AKI	Monsieur BANI CHABI Tidjani	Monsieur AMADE Moussa	Dr. Kayode Fayemi
Maire de GRAND LAHOU, Côte d'Ivoire	CONSEILLER REGIONAL DE LA MÉ, Côte d'Ivoire	Vice-président de la délégation spéciale du Conseil régional du Centre, Burkina Faso	Maire d'OURNO, Niger	Maire de Kalalé, Bénin	Maire de Zè, Bénin	Nigeria Givernors Forum, Nigeria
M. OUMAROU DOGARI	Mme.RAHAMAT OU BEIDI	M. IBRAHIM IKSSA	M. Abbass Yacouba	M. Erraja Abdel Moutaleb	M. DOGBATSE Yawo Winny	Prof. Dr. Patrick Verkooijen
Maire de NIAMEY, Niger	Maire de BIRNI N "GAOURE, Niger	2 nd Vice- président, Conseil régional de DIFFA, Niger	Maire de Karma, Niger	Vice-président d'Essaouira, Maroc	Maire de Kloto1, Togo	Président, Centre mondial pour l'adaptation
M. Roger MBASSA NDINE	M.GOMADO Koamy					
Maire de la ville de Douala, Cameroun	Maire de golf 1, Lomé					